

MATTHIEU VALET est l'invité de l'HEURE DES PROS WEEK-END avec ELIOT DEVAL !

32 min · Rassemblement National

· Écoutez, ici tout va bien. Et Mathieu Vallée est avec nous, eurodéputé et porte -parole du Rassemblement National. Je vous ai écouté sur France Inter, sur France Info ce matin. Vous étiez face à la présidente de la LDH, avocate et présidente. Et sur France Info, le thème du débat, c 'était « violence policière ». C 'était pas des guillemets pour « violence policière ». Donc ça veut dire que la formule « violence policière » est une formule consacrée sur le service public. Si vous mettez des guillemets, c 'est que vous reprenez la citation, par exemple, d 'un responsable d 'extrême -gauche, de la France Insoumise, qui a adoubé ce qui sont même les moteurs de cette expression « violence policière ». L 'annonce était enceintée. « Violence policière » deux points. · Bon, l 'interview, de toute façon, elle était à sa charge contre les policiers et les gendarmes, notamment avec cette loi de présence en légitime défense. Aujourd 'hui, desquels les opposants d 'extrême -gauche manifesteront dans la rue. Donc c 'était aussi l 'objet de l 'entretien et de l 'interview. · Violence policière. Vous le verrez, je vous montrerai ce synthé à l 'entête. Je me suis dit « on se fiche de nous ». Violence policière. C 'est dans l 'espace public, c 'est normal. Violence policière. La police est foncièrement violente. Et justement, puisqu 'on parle de la police, et c 'est l 'actualité majeure de cette nuit, des violences urbaines, des émeutes, à Saint -Pierre -de -Cohors, en Indre -et -Loire. Regardez ces images. Regardez ces images à la suite d 'une collision entre un véhicule de la police et un motard. Ça s 'est passé au moment d 'un rodéo. Le conducteur de la moto, un jeune homme,

a été grièvement blessé à une jambe et transporté à l 'hôpital. Le conducteur, le policier, il y a un policier qui est actuellement en garde à vue. Et cet accident a entraîné, vous le voyez, des violences, des voitures brûlées. 8 policiers ont été blessés cette nuit. Donc si je résume, on a un accident de la route. On ne connaît pas encore tous les contours. Mais visiblement, c 'est une intervention. 9 policiers, pas 8 policiers. 9 policiers. On a donc une intervention après des rodéos urbains. On ne connaît pas les contours de l 'accident et on espère que, évidemment, le motard s 'en sortira bien. Mais vous avez ensuite des violences urbaines, des émeutes. Voilà la situation dans laquelle nous sommes en France. Ce qui me rassure, c 'est que quand même, j 'ai constaté ce matin qu 'il n 'y avait pas d 'omerta médiatique. C 'est -à -dire que nos confrères, à droite et à gauche, en parlaient, cher Mathieu Vallée. · Oui, alors ce qu 'on sait, c 'est qu 'on avait deux scooters hier soir vers 19h qui faisaient du rodéo sur Saint -Pierre -des -Cors qui dépend du commissariat de tour en termes de couverture policière. Et donc on a un équipage de la brigade de fédéral des terrains. Vous savez, c 'est des policiers fidélisés, formés et expérimentés qui luttent contre les rodéos, notamment les trafics de stupéfiants, les occupations d 'eau, le d 'immeuble. Et on a ces 9 policiers blessés. Juste que vous sachiez la guérilla, le bordel, le bronx, que ça a été 7 nuits, puisque les violences urbaines ont eu lieu à Saint -Pierre -des -Cors, mais aussi à jouer les tours à côté et à la ville de Tours. Il y a eu plus de 100 grenades lacrymogènes qui ont été tirées par les forces de l 'Orne. Et il y avait au plus fort 250 émeutiers qui

ont fait face, 250 voyous, à des policiers qui ont eu leur véhicule brûlé. Il y a eu deux véhicules de police brûlés, c 'est les images qu 'on voit en direct sur votre antenne. Et aussi un véhicule dégradé. D 'ailleurs, on a même vu sur les réseaux sociaux des voyous pavanés avec du matériel de police, notamment des gilets pare -balles -souples tactiques, qui servent notamment en matière de lutte contre le terrorisme, en matière de lutte contre la criminalité organisée.

Donc, moi, les policiers me l'ont dit. Beaucoup de voyous qui étaient très jeunes. Merci le Conseil constitutionnel d'avoir censuré la loi qui permettait de faire l'exception de l'excusé de Mériteau et non plus la règle. Et merci aussi à l'extrême -gauche qui nous explique que, relayé par certains médias que vous avez évoqués, notamment France Info TV, qui dit que finalement il y a des violences policières. Ben non, il y a des violences contre les policiers. Neuf policiers blessés. Et puis enfin, serait sur le gâteau un policier, le conducteur de véhicule, placé en garde à vue. Il faut m'expliquer l'utilité de la mesure de garde à vue de l'excusé. Il n'allait pas faire pression sur les témoins. Il n'allait pas prendre la fuite. Il n'allait pas se comporter comme un voyou. Lui, il protège les gens. Et donc, encore une fois, je vois que c'est les Mary Poppins qui sont de sortie, puisque par appel administratif, par appel judiciaire, sous l'autel du sacrifice des policiers qui nous protègent au quotidien. Donc nous, avec Marine Le Pen et Jordan Bardella, ça sera très clair. On va juste, et l'autre devin, le remettre de l'ordre dans la rue. Mais juste remettre de l'ordre. Et je rappelle que la CRS suite qui a été engagée, elle a encore été tardivement. Dès qu'on voit qu'on a une situation explosive, dès l'accident passé, on voyait qu'immédiatement les policiers ont été encerclés, filmés, provoqués, harcelés par une centaine de personnes, qu'on voit aussi de manière illustre sur les réseaux sociaux. Il faut enclencher tout de suite, face à la guerre qui est menée par la voyou dans la rue, une armada sécuritaire, les blindés de la gendarmerie, l'hélicoptère de la gendarmerie qui est engagée, et des CRS qui sont les unités de projection rapide, notamment la 8, qui est formée, spécialisée et adaptée à ce genre de violence et d'exaction qui pourrait le quotidien des gens et l'autre des vols. Alors, cette fameuse CRS 8, qui est une brigade spécialisée justement dans les violences urbaines. Une des compagnies républicaines de sécurité basées à Bièvre dans l'Essonne. C'est devenu quasiment la norme, on les voit maintenant.

Mais vous avez même la 81, la 82, la 83, la 84, à Montauban, à Marseille, Toulouse et Lyon. Il faut savoir compter. Sur tout le territoire national, pardon, ces unités de projection rapide qui sont spécialisées et qui ne demandent qu'à aller faire leur travail, c'est -à -dire interpellé du voyou, rétablir leur ordre rapidement et épauler leurs frères d'armes de la sécurité publique qui sont souvent bien seuls et bien courageux pour lutter contre les voyous du quotidien. Mais ce qui est intéressant, c'est le climat. Vous avez donc un accident de la route. On a besoin de savoir ce qui s'est passé avant, pendant et après, bien sûr. Vous avez un garçon qui est aujourd'hui hospitalisé. Je note que les élus, les associations et même la famille appellent au calme. Parce qu'ils ont bien conscience qu'à la moindre étincelle, c'est ce qu'on voit embrasier avec une volonté de s'en prendre aux forceux de l'ordre. C'est ça aussi la France de 2026. Et c'est dans la continuité de ce qui s'était passé ces dernières années. Et je peux rappeler bien évidemment les émeutes après le drame de Naël. Mathias ? Le drame de Naël, c'est encore un peu particulier parce qu'il y a eu un mort. C'est ça que tu parles de drame. C'est toujours un drame. Oui, pas dramatique. Mais effectivement, un certain nombre de banlieues, pas toutes, il faut le rappeler, il y a des banlieues qui sont très calmes. Un certain nombre de banlieues sont devenues des cocottes minutes. Et dans un certain nombre de banlieues, il y a effectivement une sorte de voyoucratie. C'est -à -dire qu'il y a des petites bandes qui

possèdent un petit pouvoir. Et que dès qu'il y a un accro avec la police, on profite pour montrer justement l'étendue de leur pouvoir. Mais je suis désolé, évidemment que ça a un lien avec l'affaire Naël. Si après l'affaire Naël, vous aviez eu des sanctions exemplaires. Je vous rappelle que les émeutes ont coûté plus d'un milliard d'euros aux Français. À vous, à vous, à vous, à vous, à Mémona, à Éric Revelle, à nous tous. D'accord ? Vous pensez qu'après, les délinquants ont eu peur et de la sanction financière, mais également judiciaire. Donc aujourd'hui, lorsqu'il y a un accident comme on l'a... Vous savez que c'est encore en cours de justice et que vous parlez de sanctions exemplaires. Il y a des gens qui attendent des sanctions exemplaires concernant le policier. Alors ça, c'est... Mais attendez, Mathias, vous avez là aussi raison. C'est -à -dire qu'il y aura un procès. Il y

aura effectivement toute la lumière qui sera faite dessus. Mais force est de constater qu'il y a des versions qui divergent. En revanche, quand vous avez des individus qui ont été interpellés parce qu'ils ont brûlé des écoles, parce qu'ils s'en sont pris par exemple au domicile de M. Jean Brun, où était sa femme et ses deux enfants qu'elle a été contrainte de sauter par la fenêtre en se blessant à la cheville, etc. Ces individus, ils sont derrière les barreaux aujourd'hui ? C'est bien évidemment inacceptable. C'est pas ce que je vous dis. Non, mais bien évidemment, qu'on ne se méprenne pas sur mes propos, bien évidemment que c'est inacceptable. Et bien évidemment

qu'en plus, ce genre de voyou, il n'y a pas d'autre mot, s'en prend en général soit à la police, donc qui représente l'État, soit, comme vous l'avez dit, à des écoles, à des stades, c'est -à -dire à des équipements publics. Et les premières victimes sont les habitants de ces cités qui demandent qu'à vivre. Mais regardez, juste une précision. Vous dites, vous, attendre des sanctions exemplaires contre le policier Florian de la Fernaëlle. Mais pardon, mais... Pas pas exemplaire, j'attends que la justice soit rendue. D'accord, mais vous parlez immédiatement de sanctions. Vous qui êtes très attaché à la présomption d'innocence, vous n'êtes pas dans le dossier. Peut-être attendons la justice, puisqu'il y a un débat actuellement sur la qualification juridique. Vous savez qu'au début, il était poursuivi pour meurtre. Qualification abjecte de faire croire qu'un policier est un sanguinaire, un cow-boy, un barbare, alors qu'il voulait juste protéger la vie de ses concitoyens ce matin en prenant sa moto. Il aurait pu tourner le regard. Il aurait pu continuer à percevoir son salaire et à faire comme si rien ne s'était passé dans cette ville de Nanterre. Il a voulu faire son travail pour 2000 euros par mois. Un policier qui était militaire et qui a servi toujours la France. Donc il ne faudrait pas inverser les rôles et les valeurs. Ce policier, ce n'est pas un criminel. Il y a une instruction, je termine juste sur ça, vous allez me répondre. Je vais aller très vite, mais c'est très important. Il faut bien nommer les choses pour ne pas rajouter du mal au monde, comme disait Camus. Donc je sais que vous êtes attaché à la littérature. Donc la réalité, Mathias Lebeuf, c'est que ne soyez pas impatient. Et l'enquête actuellement se joue sur l'intitulé de l'infraction. Et moi, je soutiens ce policier parce que s'il n'y a pas eu de refus d'obtempérer à bord d'un gros véhicule que vous-même, vous pouvez vous acheter moi-même, toute vie aurait été sauvée.

Et Eliott dévahlait la raison de le rappeler. Mais la perte d'une vie, qu'elle soit celle d'un conducteur qui refuse d'obtempérer ou d'un policier, c'est un drame.

Vous êtes donc partie prenante, vous vous défendez le policier, moi je ne défends personne. Vous donnez raison pour la présence de son innocence ? Je constate une chose, oui, bien sûr. Je constate une chose, c'est que dans l'affaire Naël, qui est en cours, il y a une victime, c'est Naël, il y a un inculpé, c'est le policier. Il y a mis en examen pour l'instant, qui ne préjuge pas la suite. Ok, un mis en examen. Vous êtes précise d'habitude sur l'affaire judiciaire. C'est parce que c'est un policier, c'est un sous-homme ou un sous-judicile. Bien évidemment que non. Merci de le rappeler. Dans cette affaire, la victime, c'est Naël. · Mais s'il n'a pas fait de refus d'obtempéré au risque de tuer des compatriotes, reconnaissez qu'il sera encore en vie aussi. · Très bien ! Mais on parle de... Comment dire... Oui, oui, mais OK. Donc il mérite la mort au courant de la rue. · Il méritait de rester en vie s'il avait respecté la loi et que sa mère avait, comme la mienne, donné une indication parfaite pour éviter qu'il se retrouve à bord d'un gros cylindrée que vous-même et moi-même, les gens honnêtes, ne pouvez pas nous acheter sans permis, avec un refus d'obtempéré, dont les images de TF1 ont montré qu'il a failli percuter des familles et des enfants. · Vous validez la peine de mort au coin de la rue. · Non, parce que le policier... · Justement, vous parlez... · C'est excessif. Vous vous mélanchonisez. · Moi aussi, j'écoute. D'ailleurs, je vous écoute tous les deux. Je trouve que le débat est intéressant. Mais Mathieu Vallet n'était pas en train de vous dire qu'il validait la peine de mort. · Il est en train de vous dire, s'il n'avait pas contrevenu, s'il n'avait pas fait d'exaction, il ne serait pas mort. · Ben oui. Ben, sa vie aurait été protégée. J'aurais aimé que Naël ne soit pas mort et j'aurais

aimé que ce policier

n 'ait pas à tirer parce que moi, ce policier, j 'ai échangé avec lui. Et je peux vous assurer qu 'il a l 'amour de la France, l 'amour de la patrie et la défense de ses compatriotes. · Je veux dire, il est en Afghanistan. Il a été dans des théâtres d 'opération de guerre. Il a risqué sa vie tous les jours pour vous protéger ici sur un plateau. · Lui, il était sur des théâtres d 'opération de guerre. Donc je ne valide pas de peine de mort. Je valide juste le fait que bien éduqué, bien respectueux de la loi, on reste en vie. Et moi, la vie de tout le monde est importante. Je ne sous -évalue aucune vie. Contrairement aux gauchistes, pour qui la vie d 'un policier, je ne veux rien. · J 'ai précisé juste une chose, Mathias. J 'ai commencé en disant que c 'était un drame. Vous avez dit qu 'il y a eu une victime et il y a un policier qui est aujourd 'hui mis en examen. Permettez -moi de préciser qu 'après ce drame -là, vous n 'avez pas qu 'une seule victime. Vous avez eu plus de 780 policiers et gendarmes qui ont été blessés pendant ces émeutes. 780 policiers et gendarmes, c 'était le rapport du Sénat de 2024. D 'accord ? Donc il faut rappeler aussi ce qui s 'est passé après. Certains ont utilisé cette situation dramatique pour déverser leur haine contre la France, contre la police. Et ce qu 'il se passe à Saint -Pierre -des -Cocs, qui est une ville de 15 000 habitants... Je suis allé regarder parce que tout le monde découvre, les téléspectateurs découvrent... Vous dites pas vous, Mémona, mais la majorité des Français peut -être découvrent Saint -Pierre -des -Cocs, qui est en banlieue de Tours. Mais c 'est donc dans une ville de 15 000 habitants, il y a un accident après un rodéo, accident de la route, et vous avez aujourd 'hui,

ce matin, on découvre ces émeutes. Mémona ? Puis -je vous dire pourquoi je peux parler de Saint -Pierre -des -Cocs ? Bien sûr, évidemment.

Vous êtes allé à Saint -Pierre -des -Cocs ? Moi, je suis allé. Vous passez probablement à Saint -Pierre -des -Cocs en descendant vers Bordeaux, parce que c 'est un gros lieu ferroviaire. C 'est une ville industrielle très ancienne. J 'y suis allé la première fois, pardon, vous n 'étiez pas né, c 'était il y a 50 ans, quand j 'étais affectée à France 3, Orléans. Donc on allait tourner à Tours. J 'y suis retournée pour présenter mon livre sur le journalisme, il y a 2 -3 ans, à Tours. Tours est à côté. Et je n 'ai vraiment pas reconnu cette ville, c 'est la Touraine. J 'ose poser une question, je n 'affirme rien, mais il se trouve qu 'à Saint -Pierre -des -Cocs, c 'est une ville industrielle, de la vieille industrie, il y a une très forte population d 'origine algérienne. Donc avec une jeunesse qui est toujours un peu, pardon l 'expression, le cul entre deux chaises. Et dès qu 'il y a un événement tragique comme hier soir, c 'est -à -dire une voiture de police qui renverse une moto, mais c 'était dans le cadre aussi d 'un rodéo, tout de suite, la France se met, cette France -là se met à brûler. Où est le problème ? Je me pose la question et si j 'étais encore reporter de terrain, j 'irais poser ces questions -là sur place. Bon, force est de constater que c 'est votre témoignage, Mémona. Il s 'avère qu 'il y a une enquête qui est en cours pour déterminer les conditions de cet accident. Non, personne aujourd 'hui à cette heure -ci, et c 'est pour ça que je me permets de vous reprendre, est capable de dire qui a commis ces violences urbaines hier. Donc il faut faire évidemment très attention. Qui a mis le feu ? Non mais vous parlez d 'une population sur place

qui serait d 'une population, une partie de la population qui serait étrangère. Personne n 'est capable de le dire pour le moment. Non, mais en tant que journaliste, on peut poser la question puisque je connais le coin. J 'ai compris, vous vous posez la question et moi je vous réponds que pour l 'instant, on ne peut pas aller sur ce terrain -là. Non, puisqu 'on ne sait même pas s 'il y a eu des... On peut poser la question. Bien sûr, on ne sait pas s 'il y a eu des interpellations. En revanche, ce dont nous sommes certains, c 'est que vous avez eu un accident, vous avez un garçon qui est actuellement hospitalisé, un conducteur. Vous avez un policier qui est placé en garde à vue. Vous avez neuf policiers qui ont été blessés. Et vous avez ces scènes d 'émeute et de violences urbaines. Et c 'est ça

qui est là aussi frappant. Je voulais juste reprendre Mathias Leboeuf sur une chose. Pour moi, ce ne sont pas des voyous. Ce ne sont pas des voyous. Parce que voyous, il y a une petite connotation un peu guillrette, vous voyez, des voyous. Non, c'est une forme de terrorisme urbain en fait. On assiste à des scènes... Oui, si, si, Mathias Leboeuf. On assiste à des scènes de guérillas urbaines où ces jeunes...

Allez, voyous, voyous, délinquants... Vous utilisez le terme voyous, vous ne voulez pas utiliser. Je vois déjà qu'il est... Non, mais vous utilisez le terme. ...que Leboeuf, le Gracus -Babeuf, le ring du chef. Mais je vais vous dire, ça, à quoi on assiste à Tours en fait ? On assiste à ça un peu partout, tout à fait régulièrement. Oui, oui. Alors, je vais vous poser une question, mon cher Mathias. Si ces jeunes, qui d'ailleurs prennent un risque pour leur propre vie, parce qu'en face vous avez des forces de l'ordre qui sont là pour rétablir l'ordre. Bien sûr. Mais c'est toujours les policiers qui sont blessés. Si ces jeunes ne craignaient aucune mesure judiciaire, si ces jeunes avaient chez eux une autorité, est-ce que vous pensez qu'on assisterait à ça ? Non. Donc ces phénomènes existent depuis plusieurs années parce que l'autorité s'est effondrée et parce que la justice est incapable de les condamner. Et ils ne risquent rien, ils le savent. Je veux bien entendre ça. Je ne légitime en aucun cas ces violences. Bien évidemment, la police est là pour faire régner et pour rétablir le cas échéant l'ordre républicain. Donc moi, j'ai toujours considéré que la police était un des piliers fondamentaux de la République. Donc c'est très clair. Après, si on veut sortir de la réaction à chaud, et vous avez raison de le dire, c'est récurrent, ce sont des phénomènes récurrents. Ça pose une question de fond. Quelle est la question de fond ? C'est pourquoi ? Pourquoi ? Vous répondez à cette question, pourquoi ? Non, il y a des éléments de réponse. Alors c'est quoi les éléments de réponse, Mathias ? Avant les éléments de réponse, la question c'est quoi ? C'est quel rapport

la police entretient avec la population ? Mais vous plaisantez, c'est pas ça la question. Mais pas du tout. Avec quoi cette partie de la population ? Attendez, Mathias, la question c'est pourquoi ? Avec les jeunes des banlieues, pourquoi ? Ah ben voilà, j'ai posé la question tout à l'heure. Avec les jeunes des banlieues. J'ai posé la question tout à l'heure. Moi je suis issu des quartiers. Pardonnez-moi. Non, mais moi les quartiers, c'est au-delà des quartiers mon affaire moi. Très bien. Puis je connais le coin. Vous voyez la réaction, on ne veut pas entendre la question. C'est -à-dire que, et notamment, je vais vous dire une chose, depuis la suppression de la police de proximité, et depuis que ces jeunes -là ont l'impression que la police est là uniquement pour réprimer et non jamais pour prévenir, il y a un problème de rapport, et je ne porte pas de jugement, je ne dis pas que c'est de la faute de la police, il y a un problème de rapport entre la police et une partie de la population, notamment ces jeunes -là. Tant qu'on ne rétablira pas un rapport, on sera confronté en permanence à ce genre de phénomène. Une chose déjà, c'est de rappeler quelque chose qui ne se dit pas dans la sphère politique et médiatique, puisque c'est une minorité bruyante, mais qui ne représente pas une majorité de la population, c'est que la France et les Français soutiennent massivement les forces de l'ordre. C'est un premier point. La question, c'est pourquoi. Pourquoi il y a ces violences -là ? C'est peut-être parce qu'il y a une détestation

aujourd'hui de ce qui représente l'autorité en France, qu'il y a une volonté de rentrer en confrontation permanente, peut-être parce que c'est un climat qui alimente ça. Quand ce matin, je vous le disais, vous êtes sur le service public et qu'en synthèse, donc les titres, il y a le débat sur violence policière, sans mettre de guillemets à violence policière, donc c'est, si vous voulez, une petite musique qui entre, violence policière, c'est ancré dans le marbre. Moi, je ne crois pas que ce soit une détestation... Vous avez peut-être... Mais ça va au-delà de la police, c'est une détestation même du territoire, de la France en soi, malheureusement. Je ne crois pas ça. Vous avez peut-être raison, mais je n'en suis pas sûr. Moi, je ne crois pas que ce soit une détestation de la France. Je pense qu'effectivement, il y a une détestation de la police et que le rapport avec ces jeunes est

complètement rompu. Donc, vous attaquez aux écoles maternelles, aux mairies, aux mobiliers urbains, ce n'est pas forcément que la police. C'est pour ça que je vous parlais de la Fernelle. Et encore une fois, moi, je ne vais pas sur le terrain étranger ou français. Ce n'est pas du tout ça, puisque la plupart des personnes qui ont été interpellées au moment des émeutes étaient autant français que moi. Donc, je ne vais même pas sur ce terrain -là. En revanche, on n'a pas la même vision et le même amour de notre pays.

Et je n'irai pas brûler une école. Je n'irai pas brûler une école maternelle. Je n'irai pas saccager une mairie si je suis en colère. Bien évidemment. Bon, écoutez, il n'y a rien. Juste pour vous rafraîchir la mémoire toute récente, Chambéry a subi des violences et des exactions acceptables. Un centre social brûlé. Depuis 20 ans,

100 milliards d'euros de l'argent des Français mis dans les banlieues, là où les campagnes n'ont le droit à rien. Et pardon, ça partait de quoi ces émeutes et ces violences urbaines où des jeunes s'éclatent avec notre pognon ? Ça partait d'une accusation de policiers qui auraient tiré suite à un refus d'obtempérer que le parquet a démenti. Pardon, l'aval. Des violences urbaines aussi. Non, terre. J'ai diffusé les images de policiers obligés de se replier parce qu'acculés et agressés par des voyous. Donc, je suis désolé aujourd'hui, le problème dans ces cartes chez des gens... est bien honnête, qui paient des impôts, et qui ont droit à la même sécurité avec... mais l'Erodisement de Paris, ont le droit à être tranquilles, à avoir une police respectée et à avoir des policiers qui tous les jours sont sur le bitume pour tenir le terrain face à ceux qui tchent l'étonnent. Courte pause, on revient dans un instant, on sera en direct avec un membre des syndicats de police sur place qui s'appelle David De Bonneau. J'apprends qu'un policier, parmi les 9 policiers blessés, un policier a pris un pavé derrière la tête, que ces jours ne sont pas en danger, mais le bilan aurait pu être encore plus dramatique. Et j'ajoute également, parce qu'on parle de la violence contre les forces de l'ordre et contre les institutions, parfois dans les quartiers, j'ai pu couvrir, et là je vous parle d'expérience, des dizaines et des dizaines de manifestations auprès des forces de l'ordre, avec notamment les brigades de répression de l'action violente pendant toutes les manifestations, réformes des retraites, sécurité globale, gilets jaunes, etc. Et que les Black Bourges, en plein Paris, qui saccagent tout et qui s'en prennent aux forces de l'ordre, elles aussi, elles n'ont pas peur, il y a une détestation de la police, détestation de la France telle qu'elle est représentée aujourd'hui, mais surtout, elles n'ont pas peur d'une chose, c'est de la sanction judiciaire. C'est -à -dire que les mêmes Black Bourges que vous voyez

le mardi ou le mercredi, la semaine suivante s'il y avait une manifestation, ils étaient encore présents. C'est -à -dire que le délinquant, il n'a pas la main qui tremble lorsqu'il lance son pavé contre les forces de l'ordre. 9h25, on en reparle dans un instant, et ça va être au c-ur de notre émission, bien évidemment. Il

est 9h31 sur CNews, et nous revenons sur cette nuit d'émeute à Saint -Pierre -de -Cors, en Indre -et -Loire, décors en Indre -et -Loire, à la suite d'une collision entre un véhicule de la police et un motard. Le conducteur de la moto, un jeune homme a été gravement blessé à une jambe et transporté à l'hôpital. Vous avez 9 policiers qui ont été blessés, dont un policier qui a reçu un pavé derrière la tête, mais ces jours ne sont pas en danger, et nous serons avec nos équipes en direct dans quelques instants. C'est -à -dire que vous avez un accident qui provoque des émeutes, encore et toujours. L'histoire sans fin. Et j'imagine que jusqu'au sommet de l'État, on va réagir, on va condamner ce qu'il s'est passé du côté de Saint -Pierre -de -Cors. Comment un accident peut entraîner une telle situation ? Et évidemment, lorsque je dis ça, j'imagine que Laurent Nunez va appeler à la plus grande fermeté et va poser les bons mots sur nos mots MAUX. Il ne va pas parler de débordement, il va parler de violences urbaines, d'émeutes, parce que c'est exactement ce qui s

'est passé. Nous sommes en direct avec un membre du syndicat de police Unité d 'Indre -et -Loire. Merci David De Bonneau d 'être avec nous, secrétaire région Unité Centre -Val -de -Loire. Quelles sont les dernières informations dont vous disposez ? Que s 'est -il passé pour que Saint -Pierre -de -Cors soit le théâtre d 'émeutes cette nuit ? Tout d 'abord, bonjour à vous tous. Donc effectivement, on sort d 'une soirée d 'émeutes

et une partie de la nuit. Alors vous doutez bien qu 'aujourd 'hui, c 'est un petit peu triste. Le résultat ce matin, il est totalement triste, parce qu 'effectivement, on a neuf collègues qui sont blessés. Donc ça, c 'est des collègues qui, malheureusement, ça se trouve, ne pourront pas reprendre leur travail ce soir. Donc ça, c 'est très dommageable et très regrettable. Donc je voudrais quand même dire que ce n 'est pas un simple accident de la circulation. C 'est un contact entre un véhicule de police et donc vous dites motard. Bon, c 'est un individu qui est monté sur une moto. J 'imagine qu 'il bafoue toutes les règles du code de la route, bien évidemment. Et en amont de cette intervention, toute l 'après -midi, il y avait plusieurs véhicules motos qui faisaient du rodeo urbain dans la cité. Donc c 'est le motif pour lequel il y a eu cet accident. Alors, si je dis motard, c 'est que je reprends, cher monsieur, les informations qui peuvent être transmises par nos confrères journalistes de la région. C 'est par exemple, lorsque j 'utilise le terme de jeune homme grièvement blessé, motard, c 'est ici Tourin qui donne cette information. Et je remercie d 'ailleurs Martin Mazur, qui est le chef d 'édition de cette émission, qui très tôt ce matin m 'alerte en disant qu 'il se passe quelque chose du côté de Saint -Pierre -des -Cors. Et c 'est grâce aux réseaux sociaux également que les images d 'émeutes et de violences urbaines sont reliées. Sinon, évidemment, c 'est l 'omerta, c 'est le silence absolu. Comment vont vos

policiers, vos frères d 'armes qui ont dû maintenir l 'ordre cette nuit ? Écoutez, j 'imagine qu 'ils sont extrêmement fatigués. Et puis comme vous le savez, aujourd 'hui, notamment ce matin sur l 'agglomération de Tours, on a une manifestation contre la loi, contre la présomption de légitime défense. Donc il faut aussi des effectifs ce matin, puisque la manifestation était programmée dimanche matin. J 'imagine que pour certains de mes collègues qui ont passé la nuit aux urgences, c 'est le traumatisme, c 'est l 'angoisse vis -à -vis de leur propre famille.

Et puis sachant qu 'en plus, notre collègue mis en cause est encore en garde à vue. Donc j 'imagine les mois auprès de sa famille, ses collègues, beaucoup d 'incompréhension autour de tout cela. Quand il arrive des événements comme ça, c 'est toujours traumatique pour la famille police et pour un commissariat de police. Et il faut rappeler le contexte, cette semaine, les policiers qui ont manifesté, parce qu 'ils en ont ras -le -bol, avec cette image là aussi très symbolique, de ces menottes qui ont été jetées à terre. Parce que les policiers n 'en peuvent plus. Il manque de tout. Il manque de moyens humains, matériels. Et il manque de soutien. Il manque de soutien financier, de soutien moral. Quand vous avez sur les chaînes, on inonde de violences policières, de racisme systémique dans la police. Ne vous étonnez pas qu 'on en vienne à ces situations. Je remercie Amouré Brelet qui est avec nous, journaliste police -justice. Ce sont des situations que vous avez pu couvrir également dans votre carrière de journaliste. Vous avez des informations sur ce qui s 'est passé cette nuit ou pas ? Pas particulière. Si ce n 'est qu 'il s 'agit là à nouveau d 'un rodéo et d 'un refus d 'obtempérer qui sont à l 'origine notamment de ces violences. En réalité, les policiers subissent cela quasiment tous les jours. Tous les jours, toutes les nuits, de façon disséminée depuis des années. Il y a toujours un bon prétexte pour s 'en prendre aux policiers et pour casser du flic. C 'est bien pour cela qu 'on constate des violences le 14 juillet, le 31 décembre, lors des grands événements sportifs et quasiment tous les jours. Je rappelle qu 'il y a quand même 15 000 policiers qui sont blessés chaque année. Et

vous parlez des refus d 'obtempérer. En 2025, on en recensait 36 900 délits de refus de contrôle

routier. 36 900 ! Imaginez la difficulté pour les policiers d'intervenir. On revient toujours au point essentiel à mon avis. 36 000 refus d'obtempérer. Si vous aviez des peines délivrées par la justice qui soient à la hauteur de la gravité de ces faits qui peuvent entraîner jusqueuse et y compris des émeutes,

les gens ne sont pas fous. Si dès l'instant où vous agressiez un policier, vous vous retrouviez pour quelques jours en cellule ou enfermé, je pense que les gens... Mais voilà, en fait, ça participe à l'effondrement de l'autorité. Les policiers, ils sont finalement en bout de chaîne et au contact des délinquants. Mais à un autre niveau, si on incarnait plus l'autorité, si la justice prenait des décisions plus fortes, est-ce qu'on aurait 36 000 refus d'obtempérer ? Ben non, parce que ces gens sauraient qu'ils risquent des peines. C'est ça le sujet. Mais c'est aussi un climat, je le disais, et on est dans une journée particulière parce que dans toute la France, il va y avoir des manifestations, c'est considéré par ceux qui l'organisent, ces manifestations contre le permis de tuer.

Imaginez un peu le contexte dans lequel... C'est la nouvelle loi de légitime défense. Dans l'hémicycle élu par les Français, ce n'est pas une famille qui a été déboutée par tous les recours de la justice française suite au décès d'Adama Traoré de faire sa loi et d'intimider les représentants du peuple. Donc cette présomption d'usage des armes chez les policiers, ce n'est pas totalement une présence de l'ultime défense que Marine Le Pen et Jordan Bardella, que nous, nous défendons. C'est un début de commencement de dire que le policier, pour protéger votre vie, il faut le rappeler avant même de penser à la sienne, il protège celle des autres, il part le matin ou le soir lorsqu'il est nuitueux pour aller servir la population, parfois en ne rentrant pas en vie à la maison parce que je pense à Mélanie Lemay, cette gendarme tuée pour Sainte-Marie, je pense à Éric Comine tuée dans les Alpes-Maritimes, je pense à Éric Moroy au Mans tuée aussi après un refus d'obtempérer. Donc la liste des policiers des nos armes qui sont morts pour la France est assez longue. Et donc effectivement, nous, au Rassemblement National, on croit d'abord et avant tout aux policiers et les voyous, lorsqu'ils respectent la loi, il n'y a pas de difficulté. Donc un policier qui dit une connerie sur un procès-verbal, c'est 15 ans de prison de réclusion criminelle. C'est la peine, c'est la peine, Mathias, peut-être que je vous l'apprends. C'est la peine d'asser le code pénal. Ça n'est jamais arrivé. Et pourtant, des conneries, il y en a qui ont été dites, croyez-moi. Mais par contre, le procès-verbal que rédige le policier ou le gendarme, ça vaut que simple valeur de renseignement, lorsque dans la majorité des cas, 99,9 % des cas, les policiers et

les gendarmes rédigent leur procès-verbal à l'issue d'une action de police et d'interpellation. Mais qu'est-ce qui vous dérange là-dedans, Mathias ? Ah ben, ce qui me dérange, c'est l'inversion de la charge de la preuve. C'est-à-dire qu'avec cette présomption de légitime défense, il suffit qu'un policier se sente, se sente, donc le ressenti en légitime défense, pour qu'il soit autorisé à faire usage de son arme. Vous vous rendez compte de la dinguerie de la situation ? Si c'est une bêtise, il y aura encore, pardon de vous reprendre, il y aura encore et toujours des enquêtes. Ah ben oui, une fois que la personne est sur le pavé, on pourra enquêter. Merci ! Merci de... Je sais pas si, comme pour vous, l'extrême-gauche le dit, un bon flic, c'est un flic mort ou une bale sur ses sociétés sociales, on va très bien. Ne faites pas un jure en disant que les policiers mettent des gens sur le pavé, sur la voie publique, par leur action de police. Ce que je veux dire, c'est que cette loi... Vous êtes bien remonté, ce matin. Cette loi qui, encore une fois, valide la présomption de légitime défense. C'est-à-dire qu'il faut bien comprendre qu'un policier qui se sent... Mais ça veut dire quoi, se sentir en insécurité ? Si, excusez-moi, vous êtes policier, il y a une voiture qui vous fonce dessus. Il se sent en insécurité ou il est en insécurité ? Si vous avez une personne qui est armée, fonce sur vous. C'est toute la question. Il se sent ou il est en insécurité ? C'est toute la question. Vous vous présentez ou quoi ? Non ! Si j'arrive face à vous avec une voiture que je vous fonce dessus, vous vous sentez en insécurité ou vous voulez être

en insécurité ? · Vous interpellez quelqu'un. La personne met sa main dans sa poche, elle sort quelque chose. · Ça n'a rien à voir. Mais ça n'a rien à voir, Mathias. · Je crois que vous n'avez pas compris les contours de cette... · Si, si, si. Je prends le coup. · Est-ce que vous êtes pour l'article 435 -1 du Code de sécurité intérieure qui a été créé par la loi Cazeneuve en 2016 après les attentats ? Vous savez que cette loi que va abroger l'extrême -gauche, elle permet, pardon, elle permet aux policiers, aux gendarmes, lorsqu'il y a un péripète meurtrier d'un terrorisme... Oui, mais c'est le même article. Si vous abrogez tout, c'est tout l'article qui protège la population qui va être mis à bas et à terre. Donc c'est un article, pardon, il y a le débat, je termine juste sur ça, c'est très important. C'est un article qui permet aux policiers, aux gendarmes, lorsqu'ils se retrouvent sur un terroriste, qui au moment où ils arrivent, ne fait pas feu, ne fait pas de victime, et ne permet pas d'être dans la légitime défense de pouvoir neutraliser un terroriste pour qu'il ne fasse pas de victime. C'est le même article, pardon, qui prévoit de protéger nos policiers, aux gendarmes et nos vies face aux refus de la population, qui est bien compliqué à avancer. Tout le monde n'est pas terroriste, il n'y a pas que des terroristes. Mais je ne suis pas médecin. Mais il faut que les policiers, aux gendarmes aient un cadre clair, simple, lorsqu'ils aient un dixième de seconde pour réfléchir, à agir face à une voiture qui leur fonce dessus, ils puissent juste sauver leur vie, retrouver leur femme, leur mari, leurs enfants, parce que leur vie compte aussi bonsoir. Bonsoir.